

Désertification New Delhi 2019: Une grande muraille verte s'annonce au Sahel



Par Babacar Sene

En marge de la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention (COP14), ce Lundi 9 septembre 2019 la conférence des Nations Unies dont le thème s'intitule « Investir dans les terres, libérer les opportunités ». abrite la rencontre de haut niveau qui s'ouvre à New Delhi, ce organisée par le secrétariat de la Convention, en collaboration avec l'Agence panafricaine de la grande muraille verte (PAGGW) ; ainsi ils ont décidé d'animer cette conférence dénommée » rencontre de haut niveau sur la Grande Muraille Verte » au cours de laquelle les partenaires sous le lead de l'Afrique vont élaborer une feuille de route visionnaire 10 ans après son lancement avec des objectifs ambitieux de restauration de 100 millions d'hectares de terres, et la création de 10 millions d'emplois verts d'ici 2030 dans l'ensemble du Sahel sous la présidence de H.E. Mme Amina J. Mohammed, secrétaire générale adjointe des Nations Unies et H.E. Josefa Leonel Correia Sacko, commissaire de l'Union africaine à l'économie rurale et à l'agriculture

La rencontre , tenue en marge de la quatorzième session de la

Conférence des parties (COP14) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) a enregistré la participation la Commission de l'Union africaine, l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte, des ministres, y compris ceux des pays participant à l'Agence Panafricaine pour la Grande Muraille Verte; Le Premier ministre de Saint-Vincent et-les Grenadines, les chefs de délégation des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les acteurs régionaux; acteurs du secteur privé; organisations de la société civile, champions de la Grande Muraille Verte – Baaba Maal, Ricky Kej et Hindou Oumarou Ibrahim ; elle est animée par le Secrétariat de la Convention, en collaboration avec l'Agence panafricaine de la grande muraille verte (PAGGW), représentée par SE Marieme Bekaye, ministre de l'Environnement et du Développement durable de la Mauritanie et présidente du Conseil des ministres – partenaires ; les progrès actuels des États membres de la Grande Muraille Verte, soutenus par l'UA, le PAGGW et la communauté internationale parSene le Ministre.



A cette occasion les partenaires se disent très préoccupés par le fait que 65% des terres du continent africain sont toujours dégradées, et ont fait appel à une montée en puissance et à une accélération rapides de l'initiative, afin de faire progresser la cohésion sociale, l'action climatique (à la fois l'adaptation et l'atténuation) et le développement économique via un couloir écologique transformateur soutenant

des millions de personnes. de vies.

Ils ont en outre au cours de la rencontre, convenu de l'élaboration d'une feuille de route qui se concentrerait sur la contribution de l'Initiative à 15 des 17 objectifs de développement durable.

D'ici 2030, l'initiative vise à assurer d'une part la restauration de paysages à grande échelle avec un objectif de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées afin de transformer la vie de ceux qui vivent en première ligne du changement climatique et de la désertification et d'autre part de créer 10 millions d'emplois verts, notamment par le biais de chaînes de valeur durables et en reliant les producteurs locaux aux marchés mondiaux lucratifs et de promouvoir l'énergie propre, dynamisant les collectivités riveraines du mur et créant des économies locales garantissant la productivité de la terre

Une approche plus innovante doublée d'un mécanisme de coordinations est d'une nécessité impérieuse affirmée par les participants pour réaliser les ambitions de la Grande Muraille Verte et soutenir la mise en œuvre de la feuille de route et pour une transformation et une mobilisation réelles des ressources, notamment pour exploiter les atouts de la région et les opportunités offertes par les jeunes et les femmes en tant que principaux moteurs du changement.

Un engagement commun a été pris pour mobiliser des ressources techniques et financières, des secteurs public et privé, par le biais de partenariats gagnant-gagnant, reconnaissant que les investissements du secteur privé sont essentiels pour créer des emplois verts et de la richesse le long du mur et réaliser à terme la vision 2030.

Les participants ont échangé leurs points de vue sur une myriade d'opportunités offertes par la région, en mettant l'accent sur les chaînes de valeur durables, les énergies renouvelables et l'entrepreneuriat rural, et ont souligné l'importance de changer le discours pour souligner le Sahel

comme une «terre d'opportunités».

Les partenaires ont souligné la nécessité de capitaliser sur la dynamique politique croissante derrière des initiatives telles que « Mur vert » en interrogeant le récent rapport du GIEC intitulé « Changements climatiques et aménagement du territoire » ; ce rapport souligne que la réhabilitation des terres était l'un des moyens les plus efficaces de faire face à l'urgence climatique, Il a été noté que le prochain Sommet sur l'action pour le climat du Secrétaire général de l'ONU, le 23 septembre, serait crucial pour renforcer l'appui, y compris dans le cadre de la solution fondée sur la nature, afin de faire progresser l'action positive en faveur de la Grande Muraille Verte d'ici 2030 et d'inspirer un sentiment d'appartenance à la société. » Mouvement de Restauration Globale ».

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD) promeut une bonne gestion des terres avec ses 197 Parties qui visent, par le biais de partenariats, à mettre en œuvre la Convention et à atteindre les objectifs de développement durable.

L'objectif ultime est de protéger notre territoire contre la surexploitation et la sécheresse, afin qu'il puisse continuer à nous fournir à tous de la nourriture, de l'eau et de l'énergie.

En gérant durablement les terres et en luttant pour la neutralité de la dégradation des sols, maintenant et à l'avenir, nous réduirons l'impact du changement climatique, éviterons les conflits liés aux ressources naturelles et aiderons les communautés à prospérer.

La Convention est le seul accord international juridiquement contraignant sur les questions foncières.

Babacar Sene Journal Agropasteur/babaclimat

Actualité Ecocitoyenneté Durabilité